



LETTRÉ OUVERTE AUX ELUS DU CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE

Mesdames, Messieurs,

Début novembre 2024, la présidente de la Région Pays de la Loire a annoncé une réduction de 100 millions d'euros du budget régional pour l'année 2025. Cette réduction affecterait différents secteurs, avec des coupes majeures opérées notamment au niveau du budget dédié à la vie associative. Les acteurs de la coopération et la solidarité internationales, qui composent le réseau régional Pays de la Loire Coopération Internationale, s'inquiètent de ces orientations qui impacteraient drastiquement leur capacité à poursuivre leur engagement.

Dans un monde de plus en plus fragmenté et interdépendant, la solidarité internationale est un pilier de la diplomatie des territoires. Cette décision, qui survient dans un contexte de réduction générale de l'Aide Publique au Développement française, affaiblirait davantage la capacité de notre région à prendre part, à différentes échelles, à la réponse aux défis climatiques, économiques, sociaux et humanitaires actuels.

Les conséquences de ce désengagement seraient lourdes pour notre territoire comme pour les territoires partenaires. En effet, les projets soutenus par les acteurs de la solidarité internationale permettent de répondre à des besoins essentiels : accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, à l'assainissement, lutte contre le changement climatique, promotion de l'égalité des genres, etc. Ces initiatives renforcent la résilience des communautés et tissent des liens durables entre les peuples. Les coupes budgétaires annoncées mettraient en péril ces actions et fragiliseraient les relations de confiance bâties sur des années de coopération.

Les associations de solidarité internationale de notre région emploient des professionnels (pour près de 50% des associations membres du réseau), mobilisent des milliers de bénévoles et déploient des projets innovants. Plus de la moitié d'entre elles contribuent à la formation et professionnalisation des jeunes à travers le recrutement d'apprentis, de stagiaires et de volontaires. Elles sensibilisent aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et contribuent au rayonnement culturel, économique et académique des Pays de la Loire. Ces coupes menaceraient leur survie, entraînant une perte d'emplois et d'expertise précieuse.

La coopération internationale est un investissement pour l'avenir, une politique essentielle et non pas une dépense superflue. Les ressources engagées par une collectivité territoriale dans ce domaine permettent de sécuriser d'autres sources de financement, de renforcer les compétences des acteurs locaux et de développer des projets structurants.

De plus, la coopération internationale confère à notre territoire une image d'ouverture et de dynamisme, favorisant des collaborations durables avec des partenaires à l'international. En affaiblissant cette politique, la Région enverrait un signal préoccupant de désengagement et d'isolement.

Ainsi, le réseau Pays de la Loire Coopération Internationale appelle les élus régionaux à reconsidérer cette décision et à ouvrir un dialogue constructif avec les acteurs concernés. Ensemble, nous pouvons construire une politique régionale qui incarne des valeurs de solidarité et de responsabilités partagées. Les associations, collectivités, établissements d'enseignement et acteurs économiques du réseau ont fait leurs preuves : ils innovent, accompagnent, protègent et répondent aux besoins des populations ici et ailleurs.

La coopération internationale n'est pas une option, elle est une promesse fondamentale qu'il nous appartient de tenir. Elle construit et entretient des liens empreints de respect, de solidarité, de compréhension mutuelle, nécessaires à la résolution des crises planétaires. Ensemble, continuons à bâtir un monde plus juste, solidaire et durable.

Le Conseil d'Administration du réseau Pays de la Loire Coopération Internationale

